



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Société Philanthropique Association Reconnue d'Utilité Publique

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Société Philanthropique Association Reconnue d'Utilité Publique  
15 Rue de Bellechasse - 75007 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Société Philanthropique Association Reconnue d'Utilité Publique**

15 Rue de Bellechasse - 75007 PARIS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Société Philanthropique,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Société Philanthropique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association a constitué une provision pour plan de sauvegarde de l'emploi pour couvrir les risques relatifs à la fermeture de l'Ehpad le Château, tels que décrits dans la note VII . J. Provisions de l'annexe.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent cette estimation, à revoir par sondages les calculs effectués par l'association et à examiner les procédures d'approbation de cette estimation par la direction.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de cette estimation.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 3 juin 2025

KPMG SA

Erik Boulois

Associé

Actif			Exercice au 31/12/2024			Exercice précédent
			Montant brut	Dépréciation et Amortissement	Montant net	au 31/12/2023
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	593 650	593 650	0	0
		Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
		Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
		Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (1)	0	0	0	0
		Autres immobilisation incorporelles	2 085 721	1 658 022	427 699	446 726
		Immobilisations incorporelles en cours	22 244	0	22 244	0
		Avances et acomptes	0	0	0	0
		TOTAL	2 701 615	2 251 672	449 943	446 726
	Immobilisations corporelles	Terrains	5 389 704	473 860	4 915 844	1 157 352
		Constructions	213 495 829	128 084 607	85 411 222	56 230 749
		Inst. techniques, mat. out. Industriels	14 298 016	11 286 493	3 011 522	2 071 687
		Autres immobilisations corporelles	26 304 880	20 749 357	5 555 523	3 953 460
		Immobilisations corporelles en cours	8 705 046	80 083	8 624 963	5 587 411
		Avances et acomptes	282 796	0	282 796	105 329
		TOTAL	268 476 270	160 674 400	107 801 870	69 105 989
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		0	0	0	0
	Immobilisation s financières (2)	Participations et créances rattachées	221 692	0	221 692	192 176
		Autres titres immobilisés	29 901 171	0	29 901 171	29 775 491
		Prêts	618 737	0	618 737	381 961
		Autres immobilisations financières	1 084 694	229 493	855 201	682 178
		TOTAL	31 826 294	229 493	31 596 801	31 031 806
TOTAL I			303 004 179	163 155 565	139 848 614	100 584 521
	Stocks et en-cours		317 110	0	317 110	197 431
	Avances et acomptes versés sur commandes		704 249	0	704 249	275 015
	Créances (3)	Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 214 028	1 699 368	11 514 660	7 847 952
		Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	30 000
		Autres	6 928 412	464	6 927 948	1 604 643
		TOTAL	20 142 440	1 699 831	18 442 608	9 482 595
	Divers	Valeurs mobilières de placement	8 220 887	0	8 220 887	5 003 748
		Instruments de trésorerie	0	0	0	0
		Disponibilités	21 178 499	0	21 178 499	13 216 863
		Charges constatées d'avance (4)	443 000	0	443 000	373 186
		TOTAL	29 842 386	0	29 842 386	18 593 798
	TOTAL II			51 006 184	1 699 831	49 306 353
Frais d'émission d'emprunt (III)		0		0	0	
Primes de remboursement des emprunts (IV)		0		0	0	
Ecart de conversion - Actif (V)		0		0	0	
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			354 010 363	164 855 397	189 154 966	129 133 360
Renvois	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Exercice au 31/12/2024	Exercice au 31/12/2023	
Fonds propres	Sans droit de reprise	Fonds propres sans droit de reprise		
		Fonds propres statutaires		
		Fonds propres complémentaires		
		39 433 589	39 319 041	
	Avec droit de reprise	Fonds propres avec droit de reprise		
		Fonds propres statutaires		
		Fonds propres complémentaires		
		4 192	0	
		0	0	
		4 192	0	
	Ecart de réévaluation		0	0
	Réserves	Réserves statutaires ou contractuelles	482 523	482 523
		Réserves pour projet de l'entité	6 574 652	6 512 590
		Réserves	31 179 693	16 638 983
		Autres	31 179 693	16 638 983
		Dont Réserves des Activés sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	29 160 161	14 619 450
		Dont Réserves hors gestion contrôlée	2 019 533	2 019 533
		Report à nouveau	14 711 343	9 813 435
		Report à nouveau (gestion non contrôlée)	14 656 965	11 968 060
		Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	0	0
		Report à Nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	54 378	-2 154 624
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	0	0		
Excédent ou Déficit de l'exercice	-4 097 788	-851 718		
Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales des activités sous gestion contrôlée	856 300	-1 659 671		
Situation nette		88 288 204	71 914 854	
	Fonds propres consommtibles	0	0	
	Subventions d'investissement	15 005 465	10 553 932	
	Provisions réglementées	7 687 714	1 551 148	
	dont Couverture du besoin en fonds de roulement	2 344 208	1 293 303	
	dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	
	dont Réserves des plus-values nettes d'actif	5 343 506	257 845	
	TOTAL I	110 981 383	84 019 934	
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs	0	0	
	Avances conditionnées	0	0	
	TOTAL I bis	0	0	
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	30 000	
	Fonds dédiés	6 348 115	5 094 245	
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES II	6 348 115	5 124 245	
Provisions	Provisions pour risques	4 566 743	1 184 471	
	Provisions pour charges	8 504 772	5 849 366	
	TOTAL PROVISIONS III	13 071 516	7 033 837	
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés	0	0	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	32 757 418	12 464 060	
	Emprunts et dettes financières divers (2)	1 353 785	1 405 407	
	Avances et acomptes reçus (1)	2 659 878	2 661 431	
	Redevables créditeurs	110 127	116 488	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 402 342	4 134 684	
	Dettes des legs ou donations	0	0	
	Dettes fiscales et sociales	13 583 491	9 618 811	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	647 729	301 435	
	Autres dettes	2 120 588	2 148 059	
	Instruments de trésorerie	0	0	
	Produits constatés d'avance	118 596	104 970	
	TOTAL IV	58 753 953	32 955 344	
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		189 154 966	129 133 360	
Renvois	(1)Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			

Compte de résultat		2024	2023
Produits d'exploitation	Cotisations	8 780	6 300
	<b>Ventes de biens et services</b>		
	Ventes de biens	964 657	964 128
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations	12 373 304	10 194 962
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Production immobilisée	3 396	0
	<b>Produits de tiers financeurs</b>		
	Concours publics et subventions d'exploitation	119 266 582	87 771 193
	<i>dont Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	104 291 966	72 746 446
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Charges d'exploitation	<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
	Dons manuels	32 625	214 496
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	30 000	504 487
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 574 543	1 550 531
	Utilisations des fonds dédiés	1 521 004	763 221
	Autres produits	3 851 533	272 401
	Total des produits d'exploitation I	139 626 423	102 241 717
	Marchandises Achats	594 128	583 850
	Variation de stocks	-113 849	-3 157
	Autres achats et charges externes	39 175 253	28 923 170
	Aides financières	0	0
Produits financiers	Impôts, taxes et versements assimilés	7 598 858	5 749 211
	Salaires et traitements	55 831 437	39 493 081
	Charges sociales	24 537 500	17 741 537
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 391 417	7 820 199
	Dotations aux provisions	4 221 793	1 387 220
	Reports en fonds dédiés	1 449 982	1 174 537
	Autres charges	704 525	795 563
	Total des charges d'exploitation II	144 391 042	103 665 210
	<b>Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>-4 764 619</b>	<b>-1 423 494</b>
	De participations		
	D'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé	104 617	13 741
	Autres intérêts et produits assimilés	0	82 815
	Reprises sur provisions, transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	Total des produits financiers III	104 617	96 556
	Dotations financières aux amortissements et provisions	0	0
	Intérêts et charges assimilées	677 301	450 487
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières IV	677 301	450 487
	<b>Résultat financier (III-IV)</b>	<b>-572 684</b>	<b>-353 931</b>
	<b>Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-5 337 303</b>	<b>-1 777 425</b>

Compte de résultat (suite)		2024	2023
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	227 386	476 964
	Sur opérations en capital	982 636	788 643
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	305 732	3 614
	Total des produits exceptionnels V	1 515 754	1 269 221
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	108 396	240 462
	Sur opérations en capital	29 035	4 311
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	20 700	6 300
	Total des charges exceptionnelles VI	158 131	251 074
<b>Résultat exceptionnel (V-VI)</b>		<b>1 357 622</b>	<b>1 018 148</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		118 108	92 441
<b>Total des produits (I+III+V+IX) XI</b>		<b>141 246 794</b>	<b>103 607 494</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X) XII</b>		<b>145 344 582</b>	<b>104 459 212</b>
<b>Excédent ou Déficit (XI - XII)</b>		<b>-4 097 788</b>	<b>-851 718</b>
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales des activités sous gestion contrôlée</i>		<i>856 300</i>	<i>-1 659 671</i>
		-4 954 088	
Evaluation des contributions volontaires en nature	Contributions volontaires en nature		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	Secours en nature		
Charges	Mise à disposition de biens et services		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		

# **ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**

## **2024**



<b>I. OBJET SOCIAL .....</b>	<b>3</b>
<b>II. NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES .....</b>	<b>3</b>
<b>III. DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE.....</b>	<b>5</b>
<b>IV. FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE.....</b>	<b>6</b>
A. Faits marquants de l'exercice	6
B. Événement postérieur à la clôture	6
<b>V. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES .....</b>	<b>6</b>
A. Application de la réglementation	6
B. Changement de méthode comptable	7
C. Conventions générales comptables	8
D. Évaluation	8
E. Corrections d'erreurs	8
F. Distinction des résultats des établissements sous gestion contrôlée et non contrôlée	8
<b>VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>9</b>
A. Commentaires sur le compte de résultat	9
B. Répartition des charges par domaine d'action	11
C. Résultats par domaine d'action	12
D. Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif	12
<b>VII. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN.....</b>	<b>13</b>
A. Synthèse globale des fonds propres	13
B. Fonds propres avec et sans droit de reprise	13
C. Réserves	13
D. Report à nouveau	14
E. Excédent ou déficit effectif	14
F. Subventions d'investissement	14
G. Provisions réglementées	14
H. Fonds dédiés	15
I. Fonds reportés sur legs	15
J. Provisions	16
K. Emprunts	16
L. Immobilisations incorporelles et corporelles et immobilisations en cours	17
M. Amortissements	17
N. Immobilisations financières	18
O. Créances et dettes	18
P. Charges à payer et produits à recevoir	19
Q. Valeurs mobilières de placement et disponibilités	19
<b>VIII. AUTRES INFORMATIONS.....</b>	<b>20</b>
A. Bénévolat et dons en nature	20
B. Engagements de retraite	20
C. Engagements donnés et reçus	20
D. Effectifs	20
E. Rémunération des dirigeants et cadres salariés	20

## I. Objet social

La Société Philanthropique, fondée en 1780, est une association à but non lucratif, reconnue d'utilité publique en 1839.

L'article 1 de ses statuts précise :

« L'association dite Société Philanthropique, fondée en 1780, a pour but une action sociale diversifiée adaptée aux besoins de la vie moderne et qui se traduit par la création et la gestion de maisons de retraite, de centres d'accueil pour femmes et jeunes filles, de maisons d'étudiantes et de ménages d'étudiants, d'hôtels maternels, d'abris de nuit et abris temporaires pour enfants, de maisons pour handicapés, d'établissements hospitaliers et de convalescence, de centres médico-sociaux, d'habitations économiques, etc...

Sa durée est illimitée. Son siège Social est à Paris 7<sup>ème</sup> »

## II. Nature et périmètre des activités ou missions sociales

L'association accueille, soigne, éduque, protège, administre, héberge les plus fragiles.

Elle exerce dans le domaine de l'action sanitaire, sociale et médico-sociale au service des personnes rendues vulnérables par le grand âge, le handicap, la maladie, la précarité sociale ou les difficultés économiques.

Elle est implantée principalement en Ile de France.

Elle a redéfini en 2024, dans le cadre de son nouveau projet associatif 2024-2028, 5 grands types de publics accompagnés au sein de ses établissements :

1. Personnes en situation de handicap
2. Femmes en difficulté
3. Enfants et adolescents à protéger
4. Personnes âgées
5. Santé logement

L'activité est portée par 42 établissements (inclus le siège social) :

### Personnes handicapées

1. EANM Coquibus - Foyer d'hébergement et de vie - Evry 91
2. EANM Les Bordes - accueil de jour - Evry 91
3. EANM l'Horizon - Foyer d'hébergement - Evry 91
4. EANM Résidence les 5 Sens - Foyer de vie - Saint-Pierre-du-Perray 91
5. EANM Saint-Joseph - Foyer de vie - Paris 20
6. EANM Saint-Joseph - Centre d'accueil de jour - Paris 20<sup>ème</sup>
7. EANM Serge Dassault La Dauphine - Foyer d'hébergement - Corbeil 91
8. EANM Serge Dassault La Dauphine - Foyer de vie - Corbeil 91
9. EANM Serge Dassault La Dauphine - SAIS Corbeil 91
10. EANM & EANM Serge Dassault Mennecy - 91
11. IEM-MAS La Croix-Faubin - Paris 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup>

12. IEM Le Château de Bailly - Bailly 78
13. IME Les Pampoux - Draveil 91
14. ESAT Les Ateliers de la Nacelle (social) - Evry 91
15. ESAT Les Ateliers de la Nacelle (commercial) - Evry 91
16. ESAT Les Jardins de l'Aqueduc (commercial) - Chevannes 91
17. ESAT Les Jardins de l'Aqueduc (commercial) - Chevannes 91
18. Logements et SAAD Maison Harmonia - Levallois 92
19. Plateforme handicap Ladoucette - Drancy 93
20. MAS l'Orée du Bois - Nainville-les-Roches 91
21. MAS Serge Dassault Corbeil – 91
22. SESSAD - Les Mazières - Evry 91

## Femmes en difficulté

23. Centre maternel Maison de la Mère et de l'Enfant - Paris 18<sup>ème</sup>
24. Centre parents - enfants - Villa Excelsior - Cannes 06
25. Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale Mérieux-Agutte - Paris 11<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup>
26. Espace Solidarité Insertion Georgette Agutte - Paris 18<sup>ème</sup>

## Personnes âgées

27. Accueil de jour La Buissonnière - Courbevoie 92
28. Résidence Autonomie Greffulhe - Levallois-Perret 92
29. Résidence Autonomie Marthe-Andrée Lucas - Neuilly-sur-Seine 92
30. Résidence Le Château - Châteaufort 41
31. Résidence Gutierrez de Estrada + PASA - Brunoy 91
32. Résidence Zemgor : Hébergement + PASA, UHR et UPPV - Corneilles-en-Parisis 95
33. Résidence Zemgor Domicile : Accueil de jour - Plateforme de répit Corneilles 95

## Enfants et adolescents à protéger

34. Abri temporaire d'enfants - Paris 13<sup>ème</sup>
35. Centre Médico-Psychologique - Paris 18<sup>ème</sup>

## Santé – Logement

36. Foyer d'étudiants et de jeunes actifs Feuillantines - Paris 5<sup>ème</sup>
37. Foyer d'étudiants et de jeunes actifs Centre d'accueil international - Paris 14<sup>ème</sup>
38. Foyer d'étudiants et jeunes actifs Arenberg - Paris 19<sup>ème</sup>
39. Foyer Marjolin - Paris 18<sup>ème</sup> (*établissement en cours de réaménagement*)
40. Hôpital Gouin – Centre de santé Chagall-Gouin - Clichy 92
41. Logements à vocation sociale (Paris et petite couronne)

	Nombre de places
Personnes en situation de handicap	1 326
Femmes en difficulté	366
Enfants et adolescents	30
Personnes Agées	351
Santé Logement	1 241
<b>Total</b>	<b>3 314</b>

### III. Description des moyens mis en œuvre

Pour mener à bien sa mission, l'association s'appuie sur plus de 1 700 collaborateurs, dans les filières éducatives, sociales, médicales, soignantes, logistiques, administratives et de direction.

Au service des personnes accueillies, les salariés de l'association attachent un grand soin à l'accompagnement personnalisé en visant la plus grande autonomie de chacun. Ils interviennent avec bienveillance et respect pour développer la capacité d'agir de chacun en stimulant leurs compétences.

Les activités de l'association sont hébergées dans des locaux dont elle est propriétaire à 90%, et qui représentent 177 879 m<sup>2</sup>.

Les **investissements** s'élèvent en 2024 à 11 468 K€, en augmentation sensible par rapport aux années précédentes.

Les principaux projets correspondent :

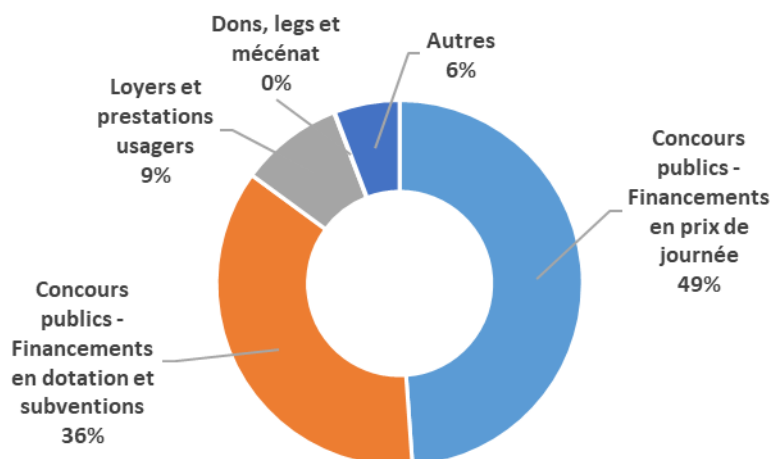
- Aux travaux de bâtiment (peintures extérieurs, ravalements, ...) :
  - o Plateforme Ladoucette : 205 K€
  - o Villa Excelsior : 94 K€
  - o EANM Les 5 Sens : 155 K€
- Aux travaux de rénovation :
  - o Les logements des LVS et FEJA : 4 924 K€
  - o L'Hôpital Gouin : 642 K€
  - o L'EHPAD Gutierrez de Estrada : 1 612 K€
  - o La Meulière de Drancy : 1 012 K€
  - o Maison de la Mère et de l'Enfant (réhabilitation crèche) : 713 K€
  - o Résidence ZEMGOR : 396 K€
- Au Datacenter : 428 K€
- Aux installations générales, agencements et aménagements divers (climatisations, appel malade, ...) : 720 K€

Le reste des investissements consiste en des travaux classiques de rénovation des établissements et de renouvellement du matériel.

Les moyens financiers proviennent soit des financeurs publics pour les établissements conventionnés soit des redevances ou loyers versés par les personnes hébergées.

Les produits d'exploitation se décomposent de la manière suivante :

## Ventilation des produits d'exploitation



Les principaux financeurs publics sont :

- Les Agences Régionales de Santé (ARS)
- Les Conseils Départementaux
- La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL).

## IV. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

### A. Faits marquants de l'exercice

L'année 2024 a été marquée par la location civile d'activité, puis la fusion des Papillons Blancs de l'Essonne (PBE). Neuf établissements ont ainsi été intégrés, pour une capacité totale de 600 places. Plus de 350 collaborateurs ont ainsi rejoint la Société Philanthropique.

L'année 2024 est également la première année de la transformation des activités de Drancy qui porte à présent le nom de la Plateforme Handicap Ladoucette.

Fin 2024 un plan de sauvegarde de l'emploi de l'EHPAD le Château (Châteauvieux – Loir et Cher) a été élaboré. Le comité d'administration a pris la décision de fermer l'établissement en janvier 2025. Une provision pour ce PSE pour un montant de 3 736 K€ a été constitué dans les comptes 2024.

### B. Événement postérieur à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

## V. Principes, règles et méthodes comptables

### A. Application de la réglementation

Les comptes annuels sont établis et présentés selon la réglementation française en vigueur et notamment en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général.

- Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable aux associations concernées à compter du 1er janvier 2020.
- Règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérés par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Règlement ANC 2020-08 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Code de l'action sociale et des familles (CASF) - articles R 314-5 et R 314 -81.

## **B. Changement de méthode comptable**

Aucun changement de méthode comptable n'a été effectué en 2024.

### **C. Conventions générales comptables**

Les conventions générales comptables suivantes ont été appliquées dans le respect des principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

### **D. Évaluation**

Les méthodes d'évaluation appliquées n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Toutefois, concernant l'évaluation du patrimoine immobilier, il faut noter que l'association a constitué son patrimoine immobilier depuis de très nombreuses années par acquisition ou par le biais de dons. De ce fait, la valeur inscrite au bilan est souvent faible ou sans rapport avec la valeur économique de ces biens. À titre d'exemple, la Société Philanthropique dispose de 688 logements sociaux répartis sur 15 immeubles dont 293 à loyers sociaux. Une approche réalisée sur les principes retenus par un expert immobilier a permis d'estimer ce patrimoine à environ 34 M€ (base d'évaluation calculée en 2006).

### **E. Corrections d'erreurs**

Aucune correction d'erreur n'a été comptabilisée en 2024.

### **F. Distinction des résultats des établissements sous gestion contrôlée et non contrôlée**

Pour les établissements médico-sociaux, les charges et produits des établissements sont autorisés, puis contrôlés par les autorités publiques de tarification. Les déficits, après analyse et discussion avec les financeurs, peuvent être financés le cas échéant par le biais des budgets ultérieurs. Les excédents peuvent être repris par le financeur en diminution des prochains budgets (généralement en N+2). Toutefois, il est possible de solliciter de ce dernier l'affectation de tout ou partie de l'excédent en réserve de compensation qui servira à apurer les éventuels déficits futurs, ou en réserves d'investissement.

Pour les établissements du secteur Sanitaire (CMP et Hôpital Gouin) financés par des enveloppes dites « fermées », un résultat déficitaire est imputé en report à nouveau dans l'attente d'excédents futurs. Un résultat excédentaire est imputé en report à nouveau en vue de couvrir d'éventuels déficits, ou est affecté en réserves d'investissement. L'affectation des résultats des établissements du secteur sanitaire est décidée par l'assemblée générale de l'association.

Le résultat des établissements dits non conventionnés est constitué des résultats du siège social, de la gestion des logements sociaux, des résidences pour personnes âgées autonomes et des foyers d'étudiants et de jeunes actifs, et de Maison Harmonia.

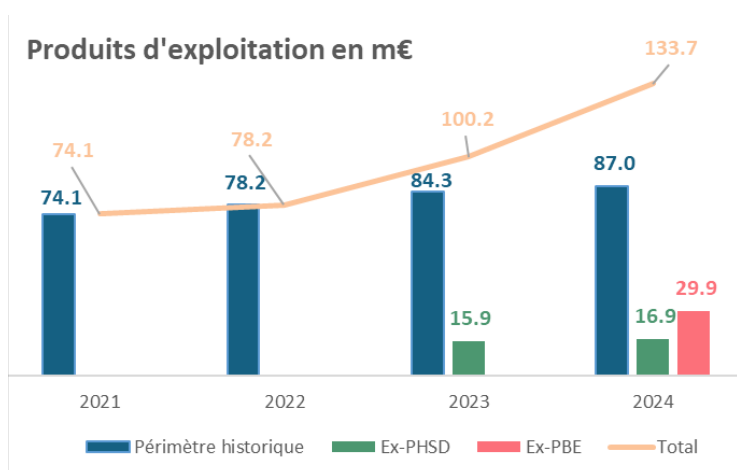
## VI. Informations relatives au compte de résultat

### A. Commentaires sur le compte de résultat

L'intégration au 01/01/2024 des Papillons Blancs de l'Essonne dans la Société Philanthropique augmente les charges d'exploitation de 29 802 K€ et les produits d'exploitation de 29 857 K€.

Le **résultat 2024** global de l'association ressort en déficit de 4 097 K€. Ce résultat intègre la provision pour le **Plan de Sauvegarde de l'Emploi** (PSE) de l'EHPAD Le Château (Châteauvieux)

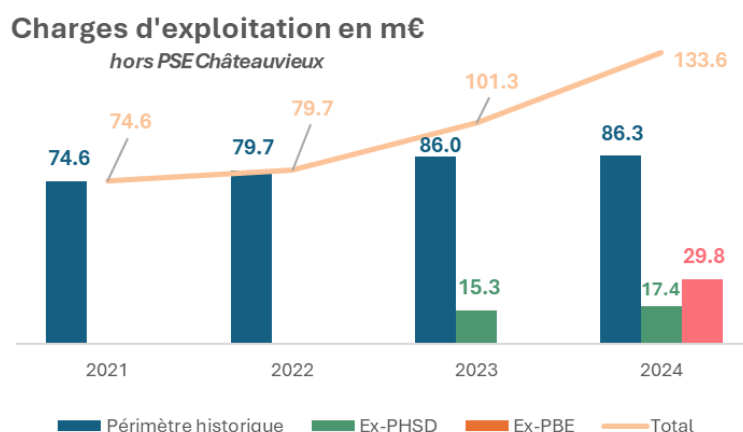
Le résultat est en légère augmentation par rapport au réel 2023 à périmètre comparable.



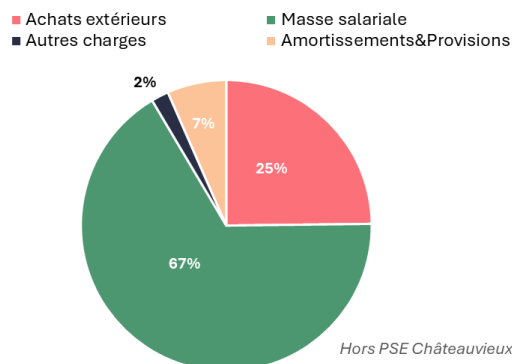
Les produits progressent de +34% en 2024, dont +4% à périmètre comparable. Les établissements PBE font progresser les produits de +30%.

Les **produits de tarification et subventions** affichent une augmentation de 4.5 % par rapport au réel 2023, à périmètre constant. Ce sont le périmètre Handicap et les logements accompagnés qui sont en progression.

Les **autres produits** (ventes de prestations) viennent notamment des loyers et autres prestations aux usagers et ont diminué de 1.5 %.







Les charges progressent de +31% en 2024, dont +2% à périmètre comparable. Les établissements PBE font progresser les charges de +29%.

Les **charges de personnel** augmentent de 40.42% (23 134 K€). L'augmentation s'explique par l'effet de l'intégration de PBE pour 20 730 K€, l'augmentation de la valeur du SMIC (+2.2 % en entre la moyenne 2023 et la moyenne 2024) et de l'augmentation de l'effet GVT. D'autre part l'association a procédé au versement de la prime SEGUR pour les oublié du SEGUR avec un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2024 (1.2 M€).

Les **achats et charges externes** augmentent de 34.41% (10 151 K€), sous l'effet de l'intégration PBE et de l'inflation.

#### Analyse spécifique des dotations et reprises de provisions.

La provision pour **créances douteuses** constituée au niveau associatif est en augmentation (+244 K€). Elle s'élève au 31/12/2024 à 1 699 K€, contre 1 454 K€ au 31/12/2023, et 1 575 K€ au 31/12/2022.

La provision concernant les **entretiens professionnels** n'a pas été mouvementée en 2024 sur le périmètre historique de l'association. La provision globale est à présent de 1 398 K€ après l'intégration de PBE.

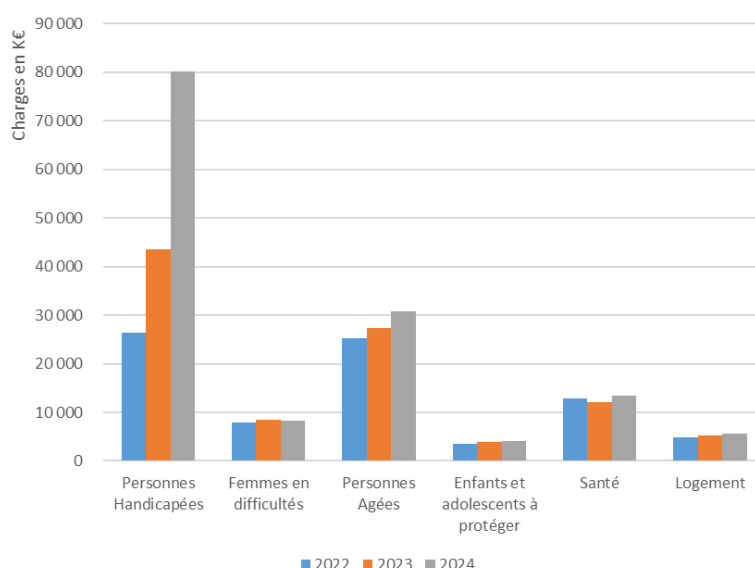
À la suite d'une décision de la Cour de cassation en septembre 2024, les périodes d'**arrêt maladie ouvrent droit à l'acquisition de congés payés**. En conséquence, une provision couvrant les 3 dernières années a été constatée, à hauteur de 517 K€.

En conséquence, le **résultat d'exploitation** est déficitaire, à 4 764 K€.

Le **résultat financier** est une charge de 572 K€. En l'occurrence dû à l'intégration d'emprunts de PBE et la contractualisation de nouveaux emprunts.

Le **résultat exceptionnel** est un produit de 1 357 K€. Impacté principalement par 962 K€ de quote-part de subventions d'investissements,

## B. Répartition des charges par domaine d'action



Le volume de charges du domaine des personnes handicapées a presque doublé en 2 ans, grâce à la reprise de PBE. Ce domaine représente 56% du total des charges des établissements.

Évolution des charges par domaine par rapport à 2023 :

- **Personnes handicapées** : en hausse de 84 % (36 667 K€) principalement lié à la reprise des activités de PBE.
- **Femmes en difficultés** : en diminution de 2 % (195 K€)
- **Personnes âgées** : en hausse de 13% (3 446 K€) principalement lié à la provision liée au PSE de Châteauneuf.
- **Enfants et adolescents à protéger** : en hausse de 7% (258 K€)
- **Santé** : en hausse de 10% (1 269 K€) principalement lié aux charges de personnel (en 2023 il y a eu un nombre important de fermeture de service) qui apparaissent à présent sur le même volume de dépense qu'en 2022 sachant qu'en mars 2024 l'hôpital Gouin a ouvert une nouvelle activité d'hôpital de jour (HDJ).
- **Logement** : en hausse de 8% (427 K€) principalement lié au versement de la prime SEGUR pour les oublié du SEGUR avec un effet rétroactif au 1er janvier 2024.

### C. Résultats par domaine d'action (en K€)

	2022	2023	2024
Personnes Handicapées	-765	366	854
Femmes en difficultés	326	327	467
Personnes Agées	-739	-2 466	-4 356
Enfants et adolescents à protéger	42	121	-253
Santé	-476	1 583	42
Logement	1 412	1 360	913
Siège, vie associative et autres	-1 207	-2 143	-1 765
<b>Résultats</b>	<b>-1 407</b>	<b>-852</b>	<b>-4 098</b>

Évolution des résultats par domaine par rapport à 2023 :

- **Personnes handicapées** : en hausse de 133% (+487 K€) principalement lié à la reprise des activités de PBE qui présente un résultat de +735 K€.
- **Femmes en difficultés** : en hausse de 43 % (+140 K€).
- **Personnes âgées** : en diminution de 77% (-1 890 K€), le résultat 2024 est essentiellement lié au résultat de Châteaueux (-4 296 K€ incluant la provision PSE) ; les autres activités sont en amélioration grâce à des versement de financement d'aide aux EHPAD. Les produits de tarification sont en amélioration de 1 805 K€).
- **Enfants et adolescents à protéger** : en diminution de 310% (-374 K€), le résultat 2024 est essentiellement lié au résultat de l'ATE (-331 K€).
- **Santé** : en diminution de 97% (-1 541 K€), l'Hôpital Gouin est en quasi-équilibre (+42 K€) sur l'exercice contrairement à 2023 où des financements exceptionnels avaient été obtenus de la part de l'ARS.
- **Logement** : en diminution de 33% (-447 K€), essentiellement lié à la fin d'une location temporaire de locaux sur le site de Marjolin
- **Siège, vie associative et autres** : en hausse de 18% (+379 K€), l'amélioration du résultat est liée à l'impact de la variation des provisions pour risque.

### D. Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif

	Résultat comptable	Reprises résultats antérieurs	Résultat administratif
<b>Etablissements sous gestion contrôlée</b>			
11 - IEM La Croix-Faubin	-256 968	-94 793	-351 760
12 - IEM Le Château de Bailly	279 156	-277 814	1 341
14 - Résidence Le Château	-561 166	0	-561 166
18 - IME Ladoucette	34 739	-169 403	-134 664
19 - Centre d'accueil parental Villa Excelsior	-53 700	45 452	-8 248
20 - EANM Saint-Joseph	134 301	97 276	231 577
30 - Abri temporaire d'enfants	-330 604	-45 954	-376 559
36 - Centre maternel Maison Mère-Enfant	153 213	80 000	233 213
41 - La Buissonnière	-18 518	0	-18 518
42 - Résidence Gutierrez de Estrada	-29 409	0	-29 409
43 - CHS & ESI Georgette Agutte	15 718	0	15 718
44 - CHRS Mérice	351 808	0	351 808
50 - Résidence Zemgor	343 228	0	343 228
72 - EANM Serge Dassault La Dauphine	-239 148	80 000	-159 148
73 - EANM Serge Dassault Mennecy	129 874	0	129 874
74 - MAS Serge Dassault Corbeil	124 415	0	124 415
75 - FAM/SAMSAH Serge Dassault	44 136	0	44 136
82 - IME/SESSAD Les Pampoux Sessad	408 279	31 275	439 554
83 - MAS L'Orée du Bois	-229 610	0	-229 610
84 - EANM Horizon	160 676	-129 731	30 945
85 - EANM Coquibus	146 878	23 052	169 930
86 - EANM Les 5 Sens	133 327	-78 075	55 252
87 - EANM Les Bordes	1 467	-198 660	-197 193
88 - ESAT Aqueduc Activité Sociale	201 466	0	201 466
89 - ESAT Aqueduc Activité Commerciale	-200 025	0	-200 025
90 - ESAT Nacelle Activité Sociale	436 682	0	436 682
91 - ESAT Nacelle Activité Commerciale	-323 914	0	-323 914
<b>Total Etablissements sous gestion contrôlée</b>	<b>856 300</b>	<b>-637 374</b>	<b>218 926</b>
<b>Gestion propre</b>	<b>-4 954 088</b>		<b>-4 954 088</b>
<b>Résultat net</b>	<b>-4 097 788</b>	<b>-637 374</b>	<b>-4 735 162</b>

## VII. Informations relatives au bilan

### A. Synthèse globale des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTAT*	DIMINUTION OU CONSOMMAT*	CLOTURE
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>39 319 041</b>	<b>114 548</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39 433 589</b>
Fonds propres statutaires	7 040 273					7 040 273
Fonds propres complémentaires	32 278 768	114 548				32 393 316
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>0</b>	<b>4 192</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 192</b>
Fonds propres statutaires	0					0
Fonds propres complémentaires	0	4 192				4 192
Réserves statutaires ou contractuelles	482 523					482 523
Réserves pour projet de l'entité	6 512 590					6 512 590
Réserves	<b>16 638 983</b>	<b>13 379 652</b>	<b>1 223 120</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>31 241 755</b>
Autres	16 638 983	13 379 652	1 223 120	0	0	31 241 755
Dont Réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	14 619 450	12 420 377	1 223 120			28 262 947
Dont Réserves hors gestion contrôlée	2 019 533	959 276				2 978 808
Report à nouveau	<b>9 813 435</b>	<b>7 222 998</b>	<b>-2 325 091</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 711 343</b>
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	11 968 060	4 146 515	-1 457 610			14 656 965
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	0					0
Report à Nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-2 154 624	3 076 483	-867 481			54 378
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	0					0
Excédent ou Déficit de l'exercice	<b>-851 718</b>	<b>1 490 285</b>	<b>-638 567</b>		<b>-4 097 788</b>	<b>-4 097 788</b>
Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales des activités sous gestion contrôlée	-1 659 671	2 052 107	-392 436		-2 878 752	-2 878 752
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>71 914 854</b>	<b>22 211 676</b>	<b>-1 740 538</b>	<b>0</b>	<b>-4 097 788</b>	<b>88 288 204</b>
Fonds propres consommables	0					0
Subventions d'investissement	<b>10 553 932</b>	<b>4 392 573</b>		<b>993 545</b>	<b>-934 585</b>	<b>15 005 465</b>
Provisions réglementées	<b>1 551 148</b>	<b>7 324 686</b>	<b>0</b>	<b>20 700</b>	<b>-1 208 820</b>	<b>7 687 714</b>
dont Couverture du besoin en fonds de roulement	1 293 303	1 050 904				2 344 208
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	0	903 088			-903 088	0
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	257 845	5 370 693		20 700	-305 732	5 343 506
<b>TOTAL</b>	<b>84 019 934</b>	<b>33 928 934</b>	<b>-1 740 538</b>	<b>1 014 245</b>	<b>-6 241 193</b>	<b>110 981 383</b>

L'augmentation des fonds propres vient principalement de l'intégration de PBE, pour 22 211 K€.

### B. Fonds propres avec et sans droit de reprise

Nous constatons sur 2024 un apport de 114 K€ lié à la reprise de PBE dans ces comptes.

### C. Réserves

NATURE	OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	AUGMENTAT° Dotations	DIMINUT° Reprises	CLOTURE
Réserve statutaire	482 523				482 523
Autre réserve pour projet associatif	6 512 590	62 062			6 574 652
Autres réserves activité sociales et médico-soc. gestion contrôlée	14 619 450	13 317 591	3 559 275	-2 336 155	29 160 161
Autres réserves hors gestion contrôlée	2 019 533				2 019 533
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>23 634 096</b>	<b>13 379 652</b>	<b>3 559 275</b>	<b>-2 336 155</b>	<b>38 236 868</b>

Seuls les comptes de réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée, dont les mouvements sont validés par les autorités de tarification, ont été mouvementés en 2024. Ces réserves ont augmenté de 14 602 K€ en 2024 dont 13 379 K€ lié à l'apport des réserves de la fusion de PBE.

#### D. Report à nouveau

Avant affectation du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débit	Crédit
<b>Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)</b>		<b>14 656 965</b>
<b>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :</b>	<b>7 817 867</b>	<b>7 872 245</b>
• Charges et produits dont la prise en compte est acceptée	4 652 661	7 872 245
• Charges rejetées, rejet objet d'un recours	-	-
• Charges et produits dont la prise en compte est différée	3 165 206	-
<b>Solde</b>	<b>7 817 867</b>	<b>22 529 209</b>

Le compte de report à nouveau englobe à la fois le report à nouveau hors activité sociale et médico-sociale, et des activités sous gestion contrôlée, ce dernier étant sous le contrôle des autorités de tarification.

Pour les activités sous gestion contrôlée, le report à nouveau intègre les charges dont la prise en compte est différée, par exemple les provisions pour congés payés, ainsi que les dépenses rejetées qui font l'objet d'un contentieux. Les dépenses rejetées qui ne font pas l'objet d'un contentieux sont transférées en report à nouveau de la gestion propre.

#### E. Excédent ou déficit effectif

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	- 4 097 788	- 851 718
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)	- 637 374	422
<b>= Excédent ou déficit effectif global</b>	<b>- 4 735 162</b>	<b>- 851 296</b>
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 4 954 088	- 851 718
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	218 926	422

#### F. Subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture	Apport nouvelle structure	Variations de l'exercice		Solde à la clôture
			Augmentation	Diminution	
<b>Montant nominal</b>	<b>25 071 527</b>	<b>7 429 389</b>	<b>1 015 725</b>	<b>155 718</b>	<b>33 360 923</b>
<b>Quotes-parts virées au résultat</b>	<b>14 517 595</b>	<b>3 036 816</b>	<b>956 764</b>	<b>155 718</b>	<b>18 355 458</b>
<b>Montant net en fonds propres</b>	<b>10 553 932</b>	<b>4 392 573</b>	<b>58 961</b>	<b>-</b>	<b>15 005 465</b>

En application du règlement comptable ANC 2018-06, toutes les subventions d'investissement, qu'elles financent des investissements renouvelables ou non, sont rapportées au compte de résultat selon le même rythme que l'amortissement pratiqué sur les travaux immobilisés qu'elles ont financés.

#### G. Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées à la demande des autorités de tarification. Elles sont de plusieurs natures :

- Provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement,

- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes d'actif,

NATURE	OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	AUGMENTAT° Dotations	DIMINUT° Reprises	CLOTURE
Couverture du besoin en fonds de roulement	1 293 303	1 050 904			2 344 208
Réserves des plus-values nettes d'actif	257 845	5 370 693	20 700	-305 732	5 343 506
Autres provisions réglementées	0				0
<b>Total provisions réglementées</b>	<b>1 551 148</b>	<b>6 421 598</b>	<b>20 700</b>	<b>-305 732</b>	<b>7 687 714</b>

Pour rappel, le compte de provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations, qui existe toujours dans la comptabilité des établissements sociaux et médico-sociaux, n'existe plus dans la comptabilité des organismes gestionnaires, en application du règlement comptable ANC 2018-06. Il a été reclassé en fonds dédiés.

## H. Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de :	Ouverture	Apport Nouvelle Structure	Reclassement	Utilisation		Dotation	Clôture	
				Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS pour l'investissement	2 563 147	903 088	-	463 757	-	584 716	3 587 194	30 097
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS pour l'exploitation	2 038 772	395 087	-	989 415	-	865 041	2 309 484	517 110
Contributions financières d'autres organismes	284 766	26 717	-	67 832	-		243 651	33 599
Ressources liées à la générosité du public	207 560			-	-	225	207 785	6 970
<b>TOTAL</b>	<b>5 094 245</b>	<b>1 324 891</b>	<b>-</b>	<b>1 521 004</b>	<b>-</b>	<b>1 449 982</b>	<b>6 348 115</b>	<b>587 776</b>

Les fonds dédiés enregistrent, à la clôture de l'exercice, la part des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

## I. Fonds reportés sur legs

Le comité d'administration de l'association avait accepté deux legs courant 2022. L'un d'entre eux a été soldé courant 2023 et le second en 2024, ce qui a entraîné la reprise de 30 K€ de fonds reportés.

Comptabilisation des legs au bilan :

Variation des fonds dédiés issus de :	Ouverture	Utilisation		Dotation	Clôture
		Montant global	Dont remboursement		Montant global
Fonds dédiés - Legs	30 000	- 30 000	-	-	0
<b>TOTAL</b>	<b>30 000</b>	<b>- 30 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>

Comptabilisation des legs au compte de résultat :

ANNEXE DETAIL LEGS	Montants
<b>En produits (en +)</b>	<b>30 000</b>
*le montant perçu d'assurances-vie(#75431)	
*les produits «Legs ou donations»(# 75432)	
*le prix de vente des biens legs/donations destinés à être cédés	
*la RAP des biens reçus par legs/donations destinés à être cédés	
*l'utilisation de fonds reportés	30 000
<b>En charges (en -)</b>	<b>0</b>
*la VNC des biens reçus par legs/donations destinés à être cédés	
*la DAP des biens reçus par legs/donations destinés à être cédés	
*le report en fonds reportés	
<b>Impact résultat</b>	<b>30 000</b>

## J. Provisions

### Pour risques et charges

NATURE	OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	AUGMENTAT° Dotations	DIMINUT° Reprises	CLOTURE
Provisions départ à la retraite	4 460 419	1 740 538	383 698		6 584 655
Provisions risques sociaux	2 517 803	748 171	3 838 096	-672 823	6 431 246
Autres provisions pour risques	55 615	0	0	0	55 615
Total prov. pour risques et charges	7 033 837	2 488 709	4 221 793	-672 823	13 071 516

Les provisions pour risques sociaux comprennent notamment les litiges prud'hommaux et les provisions pour risques liées à la non-réalisation des entretiens professionnels. En 2023 a également été provisionné le risque lié à l'acquisition de droits à congés payés en période d'arrêts maladie. Celle-ci inclut la provision pour **Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)** pour l'EHPAD Le Château (Châteauvieux), le montant de 3 736 K€ a été constitué pour couvrir l'ensemble des charges qui seront impactées après la fermeture de l'établissement en 2025.

La provision pour indemnité de départ à la retraite est à présent enregistrée dans les comptes, et non plus en engagement hors bilan. Elle a été mouvementée en 2024 à hauteur de 383 K€. Le montant des engagements fin 2024 est à présent de 6 584 K€.

Les autres provisions correspondent à des litiges fournisseurs.

### Pour dépréciation

NATURE	OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	AUGMENTAT° Dotations	DIMINUT° Reprises	CLOTURE
Sur immobilisations incorporelles	0				0
Sur immobilisations corporelles	80 083				80 083
Sur immobilisations financières	229 493				229 493
Sur stocks et en cours	0				0
Sur comptes redevables	0				0
Sur comptes redevables et comptes rattachés	1 435 287	19 345	343 506	-98 770	1 699 368
Sur comptes financiers	0				0
Sur autres créances	0	394	70		464
Total provisions pour dépréciation	1 744 863	19 738	343 576	-98 770	2 009 407

## K. Emprunts

Le capital restant dû s'élève au 31 décembre 2024 à 32.8 M€.

## L. Immobilisations incorporelles et corporelles et immobilisations en cours

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée de vie estimée des biens.

VARIATION DES IMMOBILISATIONS		OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	ACQUISITIONS	CESSIONS ET MISES HORS SERVICES	VIREMENTS DE POSTE A POSTE	CLOTURE
Incorporelles	Frais d'établissement	505 466	88 184				593 650
	Frais de recherche et de développement	11 260	158 132				169 392
	Concession, brevet, licence, marque, procédé, logiciel	507 250	519 916	49 181	-138		1 076 208
	Fonds commercial	0					0
	Autres immobilisations incorporelles	814 315		27 815	-2 010		840 120
	Immobilisations incorporelles en cours	0		3 396		18 848	22 244
	Avances et acomptes s/immo incorporelles	0					0
<b>TOTAL I</b>		<b>1 838 291</b>	<b>766 232</b>	<b>80 393</b>	<b>-2 148</b>	<b>18 848</b>	<b>2 701 615</b>
Corporelles	Terrains	1 280 633	4 088 770	20 301			5 389 704
	Constructions	90 203 742	26 677 472	492 357		44 795	117 418 366
	I.G.A.A. sur constructions	72 926 090	19 494 336	2 955 298	-943 313	1 645 052	96 077 463
	Installations techniques matériel et outillage	9 536 520	4 212 047	636 562	-103 625	16 513	14 298 016
	Autres immob. corp. I.G.A.A. divers	4 894 515	3 374 992	480 974	-139 008	239 529	8 851 001
	Autres immob. corp. matériel de transport	1 732 383	1 470 597	171 273	-142 297	0	3 231 957
	Autres immob. corp. matériel de bureau et info	4 071 128	1 014 099	679 328	-95 091	-8 256	5 661 209
	Autres immob. corp. mobilier	6 459 386	1 569 480	252 919	-149 907	1 277	8 133 155
	Autres immobilisations corporelles	157 338	276 548	5 300	-6 678	-4 950	427 559
	Immobilisations corporelles en cours	5 667 494	0	5 178 538	-188 180	-1 952 807	8 705 046
	Avances et acomptes sur immo corporelles	105 329		177 467			282 796
<b>TOTAL II</b>		<b>197 034 559</b>	<b>62 178 340</b>	<b>11 050 317</b>	<b>-1 768 098</b>	<b>-18 848</b>	<b>268 476 270</b>
Financières	Participations	192 176	29 516				221 692
	Titres immobilisés	29 775 491	122 493	60 466	-57 279		29 901 171
	Autres titres immobilisés	0					0
	Prêts	381 961		236 887	-110		618 737
	Autres immob. financières - créances immobilisées	911 671	143 095	40 026	-10 099		1 084 694
<b>TOTAL III</b>		<b>31 261 299</b>	<b>295 104</b>	<b>337 379</b>	<b>-67 488</b>	<b>0</b>	<b>31 826 294</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>230 134 148</b>	<b>63 239 676</b>	<b>11 468 090</b>	<b>-1 837 735</b>	<b>0</b>	<b>303 004 179</b>
Dont immobilisations subventionnées							
- sur taxe d'apprentissage							330 722
- autres							0

Le montant des immobilisations brutes est augmenté de 63.2 M€ du fait de la fusion avec les Papillons Blancs de l'Essonne. Les acquisitions d'immobilisations, détaillées plus haut, sont en augmentation par rapport aux années précédentes.

## M. Amortissements

VARIATION DES IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	AUGMENTAT* DOTATIONS	DIMINUT* AMORTISSEMENTS SUR IMMOB. SORTIES	VIREMENTS DE POSTE A POSTE	CLOTURE
Incorporelles	Frais d'établissement	505 466	88 184				593 650
	Frais de recherche et de développement	10 919	158 132	324			169 375
	Concession, brevet, licence, marque, procédé, logiciel	0					0
	Fonds commercial	0					0
	Autres immobilisations incorporelles	875 180	418 806	196 810	-2 148		1 488 647
	Immobilisations incorporelles en cours	0					0
	Avances et acomptes s/immo incorporelles	0					0
<b>TOTAL I</b>		<b>1 391 565</b>	<b>665 122</b>	<b>197 134</b>	<b>-2 148</b>	<b>0</b>	<b>2 251 672</b>
Corporelles	Terrains	123 281	255 961	94 618			473 860
	Constructions	55 625 820	10 020 193	2 660 805			68 306 817
	I.G.A.A. sur constructions	51 273 263	4 796 214	4 799 526	-1 091 213		59 777 790
	Installations techniques matériel et outillage	7 464 832	3 175 820	744 937	-99 096		11 286 493
	Autres immo corp. I.G.A.A. divers	3 328 589	2 654 038	487 208	-137 669		6 332 166
	Autres immo corp. Mat de transport	1 258 916	1 206 086	227 741	-142 297		2 550 446
	Autres immo corp. Mat bureau et info	3 375 832	845 315	490 946	-85 704		4 626 388
	Autres immo corp. Mobilier	5 248 051	1 382 816	340 404	-148 289		6 822 981
	Autres immo corporelles	149 903	269 627	4 523	-6 678		417 375
	Immobilisations corporelles en cours	80 083					80 083
	Avances et acomptes sur immo corporelles	0					0
<b>TOTAL II</b>		<b>127 928 569</b>	<b>24 606 069.24</b>	<b>9 850 708</b>	<b>-1 710 946</b>	<b>0</b>	<b>160 674 400</b>
Financières	Participations	0					0
	Créances rattachées à des participations	0					0
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0					0
	Autres titres immobilisés	0					0
	Prêts	0					0
<b>TOTAL III</b>		<b>229 493</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>229 493</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>129 549 627</b>	<b>25 271 191</b>	<b>10 047 842</b>	<b>-1 713 095</b>	<b>0</b>	<b>163 155 565</b>
Dont immobilisations subventionnées							
- sur taxe d'apprentissage		0					325 143
- autres		0					0

Les amortissements cumulés augmentent de 25.2 M€ du fait de la fusion avec les Papillons Blancs de l'Essonne. Les dotations aux amortissements sont également en hausse, du fait de l'augmentation des investissements.



Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire, en appliquant les durées suivantes :

LIBELLES	DUREES D'AMORTISSEMENT
Frais d'établissement	3 ans
Frais de recherche et de développement	3 ans
Concession, brevet, licence, marque, procédé, logiciel	de 3 à 10 ans
Autres immobilisations incorporelles	de 3 à 10 ans
Terrains	-
Constructions	de 15 à 30 ans
I.G.A.A. sur constructions	de 5 à 15 ans
Installations techniques matériel et outillage	de 3 à 20 ans
Autres immob. corp. I.G.A.A. divers	5 ans
Autres immob. corp. matériel de transport	de 5 à 7 ans
Autres immob. corp. matériel de bureau et info	de 3 à 5 ans
Autres immob. corp. mobilier	de 3 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	10 ans

#### N. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Le prix d'acquisition des titres est comparé à l'estimation d'inventaire. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure (cours au 31 décembre) à la valeur comptable.

Les principaux éléments qui composent les immobilisations financières sont les titres financiers immobilisés pour 29 565 K€ ainsi que les créances détenues par l'hôpital Gouin (640 K€) sur les financeurs publics lors de leur passage à la Dotation Globale (créances dites « article 58 »). Cette dernière a fait l'objet en 2011 d'une provision pour dépréciation à hauteur de 229 K€.

#### O. Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	221 692	221 692	
Autres titres immobilisés	29 901 171	29 901 171	
Prêts	618 737		618 737
Autres immobilisations financières	1 084 694	369 206	715 488
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Avances et acptes versés sur commandes	704 249	704 249	
Créances redevables et comptes rattachés	13 214 028	13 214 028	
Créances reçues par legs ou donations	0	0	
Personnel et comptes rattachés	600 508	600 508	
Etat et autres collectivités publiques	4 271 047	4 271 047	
Débiteurs divers	2 056 857	2 056 857	
Charges constatées d'avance	443 000	443 000	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>53 115 982</b>	<b>51 781 757</b>	<b>1 334 225</b>

ETAT DES DETTES		MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A + D' 1 AN ET 5 ANS AU PLUS	A PLUS DE 5 ANS
Emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	2 ans max à origine	0	0		
	à plus de 2 ans	32 703 937	2 411 042	8 165 069	22 127 826
Intérêts courus non échus		53 481	53 481		
Emprunts et dettes financières diverses		102 037	15 029	60 112	26 896
Dépôts et cautionnements reçus		1 251 748	1 251 748		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		2 770 005	2 770 005		
Fournisseurs et comptes rattachés		5 402 342	5 402 342		
Dettes des legs ou donations		0	0		
Dettes sociales		10 225 531	10 225 531		
Dettes fiscales		3 357 960	3 357 960		
Dettes sur immob et comptes rattachés		647 729	647 729		
Autres dettes		2 120 588	2 120 588		
Produits constatés d'avance		118 596	118 596		
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>58 753 954</b>	<b>28 374 050</b>	<b>8 225 181</b>	<b>22 154 722</b>

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire (au 31 décembre) est inférieure à la valeur comptable.

Des provisions pour créances douteuses ont été comptabilisées pour la première fois de manière importante au 31/12/2019. Les règles de provisionnement ont été redéfinies au 31/12/2024, en fonction des types de créances et de leur antériorité.

Privé :

- Les créances antérieures à N-2 sont provisionnées à hauteur de 90%
- Les créances de N-1 sont provisionnées à 75%
- Les créances de janvier à septembre N sont provisionnées à 33%.

Public :

- Les créances antérieures à N-4 sont provisionnées à hauteur de 90%
- Les créances de N-3 à N-2 sont provisionnées à 50%
- Les créances de N-1 sont provisionnées à 20%
- Les créances de janvier à septembre N sont provisionnées à 10%.

## P. Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer, d'un montant total de 8.4 M€ correspondent principalement aux provisions pour congés payés et aux factures non parvenues des fournisseurs.

Les produits à recevoir, d'un montant de 7.4 M€ correspondent essentiellement à des financements complémentaires et les factures à établir aux usagers.

## Q. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Le prix d'acquisition des titres est comparé à l'estimation d'inventaire. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dans le cadre du changement de banque, presque tous les flux ont été transférés de la banque Neuflyze vers le Crédit Mutuel. Tous les comptes sont fusionnés auprès de ces deux banques. Les établissements du Pôle Handicap Serge Dassault ont conservé leurs comptes auprès du Crédit Coopératif. Les établissements des Papillons Blancs de l'Essonne ont conservé leurs comptes auprès de la BNP Paribas.

## **VIII. Autres informations**

### **A. Bénévolat et dons en nature**

Le Comité d'Administration compte vingt-deux membres bénévoles. Outre leur participation aux réunions de bureau et de comité d'administration, l'activité des administrateurs est soutenue dans plusieurs domaines et leur permet d'être présents dans les établissements. Leur contribution nourrit le fonctionnement et les orientations de l'association.

En 2024, les administrateurs et bénévoles de gouvernance ont consacré environ 500 heures à la participation aux différentes instances associatives

- Comité d'administration et Bureau
- Commissions financière, Ressources Humaines, Personnes accompagnées, Développement...
- Conseils de la vie sociale des établissements (74 séances au total dans l'ensemble des établissements)

### **B. Engagements de retraite**

Les engagements de départs à la retraite sont à présent inscrits au bilan de l'association, comme évoqué dans le paragraphe sur les changements de méthode.

### **C. Engagements donnés et reçus**

Les emprunts contractés par l'association peuvent donner lieu à des engagements reçus (garantie de collectivités locales ou cautions d'organismes financiers) ou à des engagements donnés (hypothèque et nantissement).

Sur le solde de 32.8 M€ restant dû au 31 décembre 2024, un total de 28.9 M€ est couvert par des garanties.

### **D. Effectifs**

L'effectif salarié de la Société Philanthropique s'élève à 1 709 personnes au 31 décembre 2024 pour un équivalent temps plein de 1 547.54 ETP hors travailleurs handicapés (ESAT), en augmentation par rapport à 2023 du fait de l'intégration des Papillons Blancs de l'Essonne.

### **E. Rémunération des dirigeants et cadres salariés**

Les membres du Comité d'Administration dirigeants exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée.

Les cadres salariés sont rémunérés sur la base des Conventions Collectives applicables dans le secteur. Les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants et salariés s'élèvent à 452 688 €.

### **F. Honoraires Commissaires aux Comptes**

Les honoraires comptabilisés pour les Commissaires aux Comptes au titre de l'exercice s'élèvent à 88 020 € pour la mission de certification des comptes et à 12 143 € pour les autres missions.